

PAR MOHAMED BOUHAMIDI
mbouhamidi2001@yahoo.fr.

Le mécontentement est général. Partout, fusent des protestations contre les listes de candidats confectionnées par les partis de la coalition, mais surtout par le parti FLN. Les articles des correspondants locaux, tous titres confondus, nous livrent les motivations des protestataires. Un véritable régal. D'est en ouest et du nord au sud, ces articles nous apprennent que les familles élargies, les clans, les tribus, les aouch comme on dit chez nous, sont la base de ces contestations. Partout, ces aouch voulaient qu'un de leurs «enfants» soit bien placé sur les listes et devient député. La meilleure nous vient de Tlemcen d'où un correspondant local nous rapporte ce cri du cœur d'un militant FLN : «Aucun enfant de notre arch ne mérite d'être député ?»

Ils sont bien gentils au RND, au FLN et au MSP. Ils nous souillent avec leur propagande sur l'Etat moderne, fondé sur la citoyenneté et sur leurs partis assis sur des convictions politiques et des objectifs nationaux. Il a suffi de ces élections pour que la réalité apparaisse toute nue : les bases politiques réelles et profondes de ce pouvoir sont tribales. Elles le sont depuis toujours. On voyait moins cette réalité quand les structures tribales négociaient à l'aise leurs représentations communale, wilayale et nationale et reconduisaient le pacte non écrit de stabilité construit sur une répartition et une distribution souterraines mais efficaces de la rente. Bien sûr, cette réalité refaisait surface à chaque grosse crise ou émeute locale puisque, toute honte bue, l'Etat, abandonnant le mythe de ses institutions représentatives élues, fait appel aux «notables». Les protestations dans les villes relèvent d'un autre registre beaucoup plus grave auquel il faudra sérieusement réfléchir.

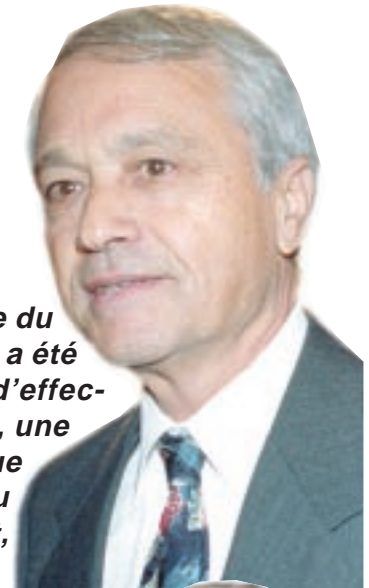
Au bilan de ce pouvoir qui vient nous chanter les vertus universelles de la mondialisation, de l'OMC, de l'accord d'association avec l'UE et du libéralisme, on peut ajouter qu'il a exacerbé, renforcé le poids et l'influence des structures tribales au détriment de l'idée d'appartenance nationale. Et de l'idée de la suprématie de cette appartenance. Car, dans ces protestations, les contestataires agissent au nom d'un arch, pas d'une idée de la nation.

Cette réalité ancienne, soigneusement cachée, ne refait surface que parce que les groupes et les castes au pouvoir sont contraints d'affirmer leur pouvoir pour accaparer toute la rente. Ils ne veulent plus négocier. Cela annonce une politique plus impopulaire. Cette politique obligera ces structures sociales à trouver, en dehors des partis de la coalition, des débouchés politiques qui ne sont pas toujours disponibles. Cette «vacance» politique entraînera des turbulences à terme. Vraiment à terme.

M. B.

SUR LES TRACES DE BRC

Voilà moins d'une année que le siège du ministère de l'Energie et des Mines a été réceptionné, que l'on décide déjà d'effectuer des travaux de restauration. En effet, une entreprise turque s'affaire, depuis quelque temps, au remplacement du revêtement du sol de certains services de ce département, rapportent des observateurs.



L'Ire d'El Mouradia

La déclaration de Abdelaziz Belkhadem, affirmant que les listes de candidatures de son parti avaient été élaborées de concert avec le président, ne semble pas avoir été du goût de l'entourage de Bouteflika. C'est ce que révèlent des sources proches du palais d'El Mouradia qui estiment que le patron du FLN a voulu faire "porter le chapeau" au chef de l'Etat.



Inquiétudes sur l'Ansej

Des nombreux jeunes bénéficiaires des avantages Ansej nous ont saisis ces derniers jours pour s'inquiéter de ce qu'ils appellent "une volonté de politisation" de cette agence. Ils clament que l'Ansej "n'appartient ni au FLN, ni au RND ni à aucun parti". Ils tiennent à souligner que "le seul parti de l'Ansej, c'est l'Algérie, comme nous l'a toujours répété M. Abdelghani Mebarek". Rappelons que ce dernier a été récemment limogé par M. Ould Abbès, alors qu'il a consacré son énergie et sacrifié sa vie privée pour l'Algérie.



La doléance d'Aboudjerra

Le MSP aurait officiellement saisi les services de l'ENTV et du ministère de la Communication afin de demander l'organisation de débats télévisés contradictoires entre les différents responsables de partis. Le hic est que, rapportent des sources crédibles, le ministre d'Etat Aboudjerra Soltani se présente dans ce texte comme le chef d'un parti d'opposition privé de couverture télévisuelle. Ce qui, dit-on, n'a pas manqué de faire sourire tous ceux qui ont eu accès au document.



**le
HIC**

**LES 15 MARINS BRITANNIQUES
LIBÉRÉS PAR TÉHÉRAN**

